

Solidaires



Branche INRA

Le grand écart entre les discours de la Direction et ses pratiques !

Retour sur les deux Comités Techniques (CT) INRA tenus en mars ... le grand écart entre les discours et les pratiques !

A l'ordre du jour du Comité Technique de l'INRA tenu le 5 mars, plusieurs dossiers importants concernant l'avenir de la recherche et le quotidien des agents :

Sur la mise en œuvre en interne du Développement Durable (DD) durant la période 2013-2018, après la présentation du bilan qui révèle un véritable gâchis expliqué par une indifférence de l'institut vis-à-vis des enjeux sociétaux, le PDG a reconnu que les engagements post-Grenelle de l'environnement n'avaient pas été tenus par l'INRA... Il annonce une démarche volontariste pour que le service public soit enfin à la hauteur des attentes, avec un plan d'action d'ici la fin de l'année. Enfin une réelle volonté politique ?

En CT, SUD a fait de nombreuses propositions, dont certaines consensuelles, comme la réduction des déplacements en avion et, pour ceux considérés comme indispensables, la compensation carbone intégrale par plantation d'arbres dans les jardins et domaines INRA.

En matière de déontologie, d'éthique et d'intégrité scientifique, c'est le dispositif même de financement basé sur les contrats de projets qui est pervers et favorise les manquements éthiques. Et la récente gestion du dossier glyphosate sur le site institutionnel, fait partie ... « des hontes au logis » ! ([cf l'interpellation SUD de juin 2018 pour la tribune offerte sur « glyphosate et santé »](#) à Gérard Pascal, lobbyiste agro-industriel multirécidiviste).

Sur l'expertise agréée « GeFi 2.0 » conduite suite à la dégradation des conditions de travail avec l'application de nouvelles procédures de gestion comptable : la présentation faite à ce Comité Technique a minimisé la responsabilité de l'employeur. Nous attendons toujours un réel engagement sur un plan d'action, basé sur les recommandations de l'expertise, et intégrant le nouveau contexte de la fusion avec l'IRSTEA.

Sur les promotions annuelles via les CAP (commissions administratives paritaires), la Direction considère garantir l'égalité entre tous les agents d'un même corps, comme le demande la réglementation, tout en imposant des quotas par instance déconcentrée (CAPL et CCCR).

Une seconde courte réunion du CT s'est tenue le 25 mars sur des dossiers en attente, essentiellement des échéances électorales (pour le CNESER, les CAP des CR et la création du Conseil de Gestion des SDAR)

L'occasion pour SUD de rappeler notre désaccord sur l'imposition du vote électronique. Si ce n'est effectivement pas le poisson d'avril évoqué par certains dans un message syndical du 1er avril, ce n'est pas une raison pour affirmer que ce nouveau dispositif réduira le travail des collègues gestionnaires, qui continueront à remettre à chacun/e un dossier individuel de vote (contenant une notice explicative, un identifiant et un code d'accès). Et s'il s'agit de sauver la planète, l'impact de l'informatique n'est pas négligeable par rapport au papier (surtout recyclable). Attention donc aux fake-news ! Notons que le vote électronique qui tendait à se généraliser en Suisse est remis en débat.

[Lire les notes de la délégation SUD à ces CT, avec nos interventions sur ces dossiers](#)

Fusion INRA/IRSTEA à marche forcée : SUD demande des garanties avant de revenir dans les groupes de travail.

Notre syndicat, seul présent dans les deux EPST, vient de décider de se retirer des réunions préparatoires à la fusion tant que les 2 PDG n'auront pas répondu aux exigences de meilleures conditions de dialogue dans les groupes de travail en préparation des décisions qui restent à prendre dans les instances (extraits ci-dessous de notre message aux PDG) :



« Nous avons mis beaucoup de bonne volonté à participer aux premières réunions des groupes de travail mis en place et à y contribuer activement. Mais nous avons été échaudés par le fonctionnement de ces GTs menés dans la précipitation, tous en parallèle, sans relevés de conclusions, sans traçabilité des demandes des représentant/es du personnel et des réponses de l'administration...

*Dans le cas où vous accepteriez la demande intersyndicale - exprimée par tous les syndicats de l'IRSTEA et la moitié de ceux de l'INRA - que le CT conjoint du 7 mai soit consacré à un **débat sans vote sur les projets de décret**, et où vous accepteriez de revoir la méthode de travail de ce pseudo-dialogue social, nous pourrions reconsidérer notre position »*

Faudrait-il croire, comme l'écrit à tout le personnel un syndicat le 23 avril, que « le dialogue social n'a jamais été aussi dense à l'INRA » ? Nous rappelons que sa qualité ne se mesure pas au nombre de réunions, nous dénonçons une fusion bien trop vite expédiée pour en faire une réussite. Et s'agissant du CT spécifique à l'INRA, la DRH vient de nous confirmer qu'il n'y aura pas de nouvelle réunion d'ici fin septembre... comme si celui du 5 mars n'avait déjà pas été trop chargé en dossiers !

Un bel exemple du grand écart entre les discours de la Direction et ses pratiques, et ... de notre détermination [dans la compilation des interventions déjà réalisées sur ce dossier.](#)